

L'ANNÉE BRÉSILIENNE 2002 : L'ÉCONOMIE SOUS L'EFFET LULA

Sylvain F. Turcotte

Janvier 2003

Les années d'élections présidentielles au Brésil sont toujours d'un faible intérêt au niveau économique car le gouvernement sortant consacre ses énergies à faire élire son candidat à la présidence. Les négociations pré-électorales quasi-permanentes au Congrès et la campagne du président sortant, qui veut s'assurer de la popularité de son dauphin auprès de l'électorat, ne laissent que très peu d'espace aux réformes structurelles ou à la ratification de nouvelles ententes commerciales. Au cours de ces périodes très particulières, le dossier de l'économie se limite aux interventions ponctuelles et à la gestion macro-économique quotidienne. Toutefois, en 2002, la popularité du candidat du Parti des travailleurs, ainsi que les résultats inattendus des autres candidats représentant les partis associés à la gauche brésilienne, ont eut un effet inhabituel qui s'est exprimé par une forte volatilité du taux de change brésilien. Par ailleurs, les références constantes aux risques de contagion provenant de la crise argentine ont elles aussi largement contribué à la nervosité des milieux financiers à l'égard du géant de l'Amérique du Sud.

Comme toujours, le Brésil est parvenu à traverser la tempête, mais cette fois non sans mal, en contredisant la plupart des analyses très pessimistes qu'avaient produit les spécialistes étrangers au cours de l'année et à ratifier une nouvelle entente avec le FMI, qui en a fait depuis quelques temps son élève modèle. En réaction à l'avalanche de commentaires négatifs provenant des milieux financiers internationaux, les économistes locaux ont consacré les douze derniers mois à rappeler aux investisseurs que les « fondamentaux » de l'économie brésilienne étaient solides et que l'instabilité que connaissait le pays était le produit de problèmes de nature conjoncturelle. Les prochains mois apporteront l'occasion de vérifier la nature réelle des difficultés qu'affronte le pays depuis quelques temps déjà.

Au sortir d'une année marquée par la nervosité des milieux financiers, le nouveau gouvernement ne pourra éviter la continuité et poursuivra sur la voie de la libéralisation de l'économie. Les tensions politiques s'annoncent vives et la faiblesse du gouvernement Lula ne lui laissera qu'une très faible marge de manœuvre dans la conduite des affaires publiques. Les analyses très optimistes quant aux changements que pourrait entraîner le nouveau gouvernement du Parti de travailleurs doivent donc être abordées avec beaucoup de scepticisme.

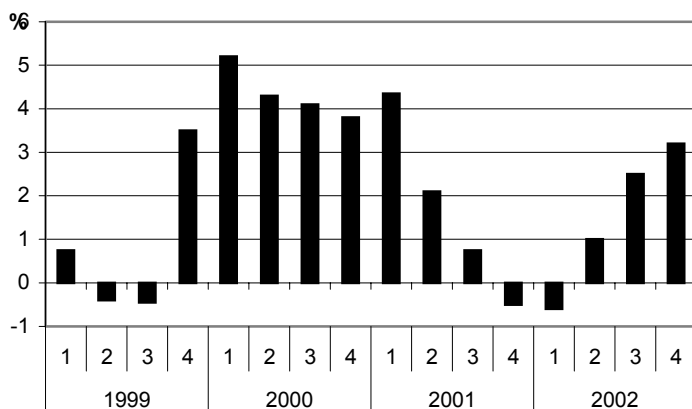
Les principaux indicateurs

L'année dernière, la plupart des indicateurs macro-économiques brésiliens ont présenté des résultats décevants, poursuivant ainsi la chute amorcée au second trimestre de l'année 2001. La plupart des analystes y ont tout de suite vu le résultat du faible dynamisme de l'économie mondiale et de la profonde crise économique qui frappe les partenaires du Brésil au sein du Mercosur. Mais certains événements de nature locale semblent avoir eu un impact qui ne doit pas être sous-estimé lorsqu'il s'agit d'expliquer les grandes tendances macro-économiques récentes au pays. Malgré les réformes structurelles réalisées au cours des dernières années, l'économie brésilienne compte toujours parmi les plus fermées de la région, ce qui limite dans une certaine mesure les effets de contagion, une particularité qui est souvent oubliée par les analystes financiers et les observateurs externes.

En ce qui concerne l'activité économique, les résultats affichés par le Brésil ont été assez décevants, surtout si on les compare à la performance du pays au cours des années

qui ont suivie la mise en marche du Plan *Real* en 1994¹. Comme en 2001, le produit intérieur brut s'est limité l'année dernière à une croissance de 1.5 %, alors que deux années plus tôt il atteignait une valeur correspondant à 4.4 %. Mais les données trimestrielles au pays montrent une lente reprise de l'activité économique à partir du deuxième trimestre, une tendance qui s'est poursuivie jusqu'à la fin de l'année dernière et qui annonce des résultats plus satisfaisant pour l'année en cours.

Graphique 1 : Évolution du taux de variation du PIB brésilien (1999-2002)



Les données trimestrielles montrent l'influence d'une variable locale dans la détermination du niveau d'activité économique au pays. En effet, la longue période de sécheresse qui s'est abattue sur le sud du Brésil, et qui a provoqué une diminution des réserves d'eau des barrages hydroélectriques, a conduit les autorités nationales à mettre en place un programme de rationnement de l'énergie qui a réduit l'activité industrielle à partir du deuxième trimestre de l'année 2001, une situation qui a aussi affecté les résultats économiques du début de l'année dernière. D'ailleurs, les limites de consommation imposées aux entreprises locales avaient tout de suite suscité beaucoup de critiques provenant des milieux d'affaires, qui n'avaient pas hésité à prédire des jours plutôt sombres pour l'économie brésilienne, ce qui a été vérifiée par la suite.

Les données relatives au commerce extérieur viennent elles-aussi appuyer cette analyse qui accorde aux facteurs énergétiques une importante part de responsabilité en ce qui concerne le niveau d'activité économique au pays. On a souvent associé le ralentissement économique au pays à la crise qui frappe les trois partenaires du Brésil au sein du MERCOSUR et au faible dynamisme des marchés européen et nord-américain, les trois principales

destinations des exportations brésiliennes. Mais au niveau commercial, l'année 2002 s'est à nouveau terminée avec un important surplus qui, cette fois, n'est pas le seul produit de la faiblesse de la demande pour les importations, mais est aussi le fruit de la performance du secteur exportateur qui est parvenu à augmenter les ventes des produits de base et des produits semi-manufacturés. Bien sûr, la crise qui touche les trois partenaires du MERCOSUR a produit un effet visible au niveau de l'exportation des produits manufacturés brésiliens. Principaux marchés pour ce type d'exportations, les diminutions respectives de 65 % et de 44 % qu'ont connues les ventes de ces produits vers les marchés de l'Argentine et de l'Uruguay ont réduit la valeur totale des exportations brésiliennes au cours de la première moitié de l'année 2002². Toutefois, la pénétration de nouveaux marchés, comme ceux de l'Inde, de la Chine, de la Russie et du Mexique, ont permis de compenser les faibles capacités des pays qui absorbent normalement les produits manufacturés brésiliens, et ont aussi légitimé la stratégie commerciale multilatérale que poursuit le Brésil depuis plusieurs années déjà en lui permettant de déplacer rapidement ses exportations vers des marchés qui n'avaient encore jamais été sollicités.

Cet important surplus commercial, que parvient à dégager le Brésil dans ses échanges avec l'extérieur depuis quelques années, était jusqu'à tout récemment le produit de la contraction de la demande nationale pour des biens étrangers, un phénomène qui est normalement associé à la faiblesse de l'activité économique au pays. Mais les économistes brésiliens y ont plutôt vu l'amorce d'une nouvelle phase de substitution des importations car c'est le secteur de l'industrie qui est le principal responsable de cette chute des importations brésiliennes, avec plus de 95 % du total observé³. Certaines données s'opposent à cette hypothèse, comme par exemple le fait qu'un tel processus nécessite des taux d'investissement croissants, ce qui n'a pas été observé aux cours des dernières années. Mais on rappelle toutefois que les principaux indicateurs de substitution, soit les niveaux de production de biens matériels et d'importation d'intrants, se sont distanciés depuis le début de l'année 2002, ce qui signifie qu'il ne s'agit pas d'un phénomène temporaire et que, par conséquent, l'hypothèse reste encore à vérifier.

Si les résultats du commerce extérieur brésilien pour l'année 2002 sont considérés satisfaisants, les entrées d'investissements directs étrangers (IDÉ) au pays ont plutôt connu une forte chute si on les compare aux sommes astronomiques obtenues à la fin des années 90, une tendance qui s'est poursuivie au cours de l'année 2000. Cette importante diminution de l'IDÉ au pays depuis 2001 est bien sûr associée à la faible disponibilité de l'épargne externe dans le système financier international et de la nervosité des investisseurs étrangers qui craignaient les effets de contagion en provenance de l'Argentine. Toutefois, il faut également considérer que c'est à la fin des années 90 que le programme de privatisation des entreprises publiques au Brésil a connu ses plus grands succès, alors que les grandes entreprises d'État étaient vendues à des prix

¹ Depuis la crise de la dette du début des années 80, l'économie brésilienne n'est jamais parvenue à produire des niveaux d'activité économique comparables aux petites économies de la région, comme le Chili ou encore le Pérou, qui parviennent à générer des niveaux de croissance annuels atteignant les 6 ou même les 8 %. Au cours des dix dernières années, les autorités brésiliennes se sont satisfaites de valeurs équivalant à 4 %, ce qui semble représenter la limite supérieure, compte tenu des caractéristiques structurelles de l'économie nationale.

² Estado de Sao Paulo, 8 octobre 2002.

³ *Balance preliminar de las economias de América latina y el Caribe*, CEPAL, Santiago du Chili, décembre 2002.

qui ont souvent dépassés les prévisions les plus optimistes⁴. Ces résultats fort impressionnants en ce qui concerne l'entrée de l'IDÉ au moment de la vente des actifs des sociétés d'État brésiliennes ne seront sans doute pas observés au cours des prochaines années, ce qui signifie que la chute de plus de 50 % de la valeur de l'investissement étranger au pays entre 2000 et 2002 doit également être considérée comme un certain retour à la normale.

C'est sans aucun doute au niveau de la gestion de la politique monétaire que l'impact de la campagne électorale a été ressenti le plus fortement car l'importante dévaluation du *Real* brésilien a provoqué des effets immédiats sur les niveaux d'endettement des entreprises locales et les comptes publics. En fait, deux problèmes distincts ont exercé de fortes pressions sur la monnaie brésilienne au cours de l'année dernière. Premièrement, la nécessité de renouveler en 2002 une part importante des dettes publiques internes et externes à court terme, et ce dans une conjoncture marquée par la faiblesse des niveaux de liquidité au sein du marché financier international, a fait craindre aux observateurs que le pays ne parvienne pas à trouver preneur pour les titres de ses dettes venant à échéance. Heureusement, le Brésil est parvenu sans trop de problèmes à recycler ses dettes à court terme. Mais en fait, la principale source d'instabilité provenait de la popularité du candidat du Parti des travailleurs dès le début de la campagne électorale, sinon de la crise ouverte qui a paralysé les efforts de la coalition des forces de droite en début d'année⁵. Ces événements ont fait craindre le pire aux investisseurs étrangers car les candidats ayant les meilleurs résultats dans les sondages d'opinion prônaient au milieu des années 90 une re-étatisation des entreprises privatisées ainsi qu'un moratoire sur la dette externe du pays, ce qui remettait en question la voie libérale suivie par Brasilia depuis le début des années 90.

La coïncidence de ces deux facteurs a exercé de fortes pressions à la hausse sur l'évaluation du risque/pays, qui a atteint des niveaux presque aussi élevés que ceux qui étaient attribués à l'Argentine après le moratoire sur sa dette extérieure prononcé en décembre 2001, et une forte dévaluation de la monnaie locale, qui a rapidement conduit à la crise les grandes entreprises privées nationales, comme Varig, la compagnie nationale d'aviation, et les entreprises de télécommunications sous contrôle brésilien, qui se sont endettés sur les marchés internationaux et qui ont vu leurs dettes croître dangereusement avec la dévaluation. Devant

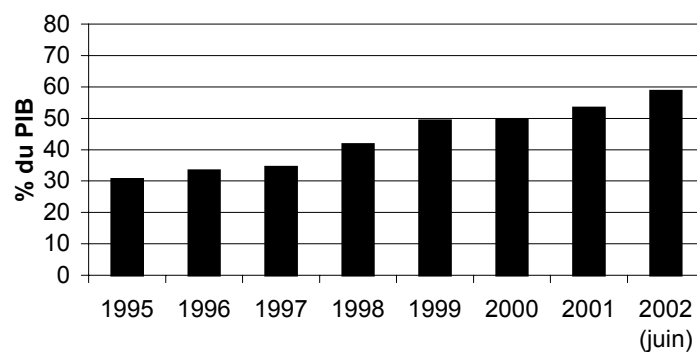
⁴ Par exemple, en 1998 le système Telebrás était vendu à un conglomérat regroupant des entreprises étrangères et locales pour un montant équivalant à un peu plus de 19 milliards de \$ E.U. Cette vente, la seconde plus importante privatisation jamais réalisée à l'échelle globale, a fortement gonflé les données relatives à l'IDÉ au pays durant l'année en cours.

⁵ Beaucoup d'analystes de la vie politique brésilienne expliquent la victoire du chef du Parti des travailleurs par l'importante crise qui a éclaté au sein de la coalition partisane qui a soutenu l'ex-Président Cardoso lors de ses deux mandats. La fissure est apparue au moment où le mari de Roseana Sarney, candidate du PMDB pressentie pour représenter la coalition PSDB-PFL-PMDB aux élections présidentielles de 2002, a été mêlé à une histoire de corruption mise au grand jour par certains politiciens du PSDB de Cardoso. Dès lors, l'appui des partis de droite envers la candidature de José Serra, candidat du PSDB, n'était plus garantie.

les difficultés qu'ont connu les entreprises nationales, la Banque nationale de développement économique et social (BNDES) a mis à leur disposition de nouvelles lignes de crédit en monnaie locale afin de leur permettre de restructurer les paiements de ces dettes libellés en monnaie étrangère.

Mais c'est toutefois au niveau de la dette publique que l'importante dévaluation observée en 2002 a exercé les pressions les plus fortes. La chute rapide du *Real* a fait croître dangereusement le poids du service de la dette sur les finances publiques, qui a atteint en octobre 2002 une valeur équivalant à 64 % du PIB, un niveau d'endettement extrêmement difficile à soutenir si l'activité économique au pays reste faible. Mais la reprise de l'activité économique au pays dans la seconde moitié de l'année 2002 et le retour au calme des marchés financiers internationaux suite aux garanties offertes par le nouveau Président, qui s'est rapidement engagé à poursuivre sur la voie de son prédécesseur, a permis de freiner la chute de la monnaie nationale et de lui permettre de reprendre de la valeur par rapport au dollar des États-Unis. Même si seulement 20 % de la dette publique du Brésil est détenue par des institutions financières étrangères, ce qui donne au pays un avantage certain par rapport à l'Argentine qui doit assurer le financement d'une dette publique dont la part externe correspond à 68 % du total, les autorités brésiliennes devront gérer la politique monétaire avec beaucoup d'attention en 2003 car son poids affecte directement les résultats fiscaux, ce qui limite en dernière analyse les capacités du nouveau gouvernement, élu avec un programme qui a suscité beaucoup d'attentes⁶. D'ailleurs, l'impact de la dernière campagne électorale sur les marchés financiers a laissé un message très clair à la nouvelle équipe au pouvoir.

Graphique 2 : Évolution de la dette publique brésilienne (1995-2002)



⁶ Williamson, J. *Is Brazil Next?*, International Economics Policy Briefs, August 2002.

Principaux indicateurs économiques

	2000	2001	2002 ²
Croissance du produit intérieur brut ¹	4.0 %	1.5 %	1.5 %
Taux d'inflation annuel ¹	6.0 %	7.7 %	10.9 %
Résultats fiscal du gouvernement central /PIB ¹	-3.2 %	-3.9 %	-6.0 %
Exportations de biens et services (millions de \$ É.U.) ¹	64 469	67 545	69 567
Importations de biens et services (millions de \$É.U.) ¹	72 774	72 652	62 138
Investissement direct étranger net (millions de \$É.U.)	30 489	24 894	13 402
Dette externe (millions de \$ É.U.)	236 157	226 067	228 723 ³

¹Balance preliminar de las economias de America Latina y del Caribe, CEPAL, diciembre de 2002.

²Données préliminaires

³Solde à la fin septembre 2002

Lula et le Fonds monétaire international

L'instabilité financière qui a durement frappé le pays en 2002 a produit ses premiers dommages au mois de mai alors qu'il était de plus en plus certain que le candidat du Parti des travailleurs allait profiter de la crise qui touchait la coalition partisane qui appuyait le gouvernement sortant. Le *Real* brésilien entamait alors sa lente chute qui allait se poursuivre jusqu'au début octobre, lors du premier tour des élections présidentielles. Au mois de juin déjà, l'« effet Lula » avait atteint des proportions très inquiétantes alors que la sortie nette de dollars hors du pays représentait 4,2 milliard de \$ E.U., la somme la plus importante enregistrée depuis janvier 1999 au moment où les autorités monétaires brésiliennes avaient choisi de laisser flotter le *Real*, trop malmené par les effets de contagion des crises asiatique et russe⁷. Et un mois plus tard, c'était l'« effet O'Neil » qui frappait à nouveau l'économie brésilienne. Dans un commentaire adressé à la presse locale, Paul O'Neil, secrétaire au trésor des États-Unis, se montrait très sceptique quant à la pertinence d'aider des pays comme l'Argentine, l'Uruguay ou le Brésil car, selon lui, toutes nouvelles sommes qui leur seraient attribuées finiraient inévitablement dans un compte suisse après avoir transité dans des réseaux de corruption. Le signal d'alarme était donné et la communauté financière internationale se mobilisait pour réduire les pertes. Le jour suivant, le *Real* atteignait les 3.50 R\$ par rapport au dollar des États-Unis, un record depuis la mise en circulation de la nouvelle monnaie en 1994, et l'indice de risque pays rejoignait les 2500 points, un niveau équivalent à celui de l'Argentine, paralysée par une récession si profonde qu'elle menait à des mouvements de violence dans les grandes villes du pays.

A la fin du mois de juillet, devant l'étendue des dommages, les conversations qui préparaient un éventuel accord entre le Brésil et le FMI pour faciliter la transition entre les deux gouvernements se sont transformées en course à l'argent frais. Le *Real* en chute libre et les niveaux

stratosphériques atteints par l'indice de risque pays ont éliminé les dernières réticences qui régnaient encore à Brasilia et les négociateurs brésiliens se sont assis devant les responsables du FMI à Washington afin de calmer les marchés. Le prêt d'urgence de 30 milliards de \$ É.U. accordé au Brésil par le FMI au début du mois d'août représente un record inégalé dans l'histoire du Fonds et confirme le statut d'élève modèle dont profite le pays⁸. Toutefois, il est évident qu'étant déjà aux prises avec l'Argentine, qui avait déclaré un moratoire sur sa dette externe de 98 milliards de \$ É.U. en décembre 2001, le FMI ne pouvait se permettre de jouer les durs avec un pays qui a accumulé une dette externe de 260 milliards de \$É.U. Fidèles à leurs habitudes, les négociateurs brésiliens se sont présentés à Washington tout en étant pleinement conscients de leurs moyens.

Mais les termes de l'entente négociée par l'équipe sortante ont lié les mains du nouveau président car les conditions imposées par le F.M.I. doivent être garanties par la nouvelle équipe au pouvoir, ce qui se traduira par des taux d'intérêts élevés, des surplus budgétaires croissants ainsi que le paiement du service de la dette externe selon le calendrier prévu. Du montant total, seulement 3 milliards de \$ E.U. ont été transférés aux autorités brésiliennes en 2002. Les 27 milliards restants seront remis en quatre versements pendant l'année en cours, et ce uniquement si la nouvelle équipe au pouvoir parvient à atteindre les objectifs négociés avec le FMI⁹.

Ces exigences sont difficilement compatibles avec les attentes de l'électorat brésilien qui, lui, exige à des taux intérêts plus bas, une reprise de la croissance économique et, surtout, la création d'emplois afin de réduire l'étendue du marché informel et de l'exclusion, deux problèmes criants au Brésil. Dans ces circonstances, un moratoire sur le paiement de la dette externe n'est pas le seul risque

⁸ En 2002, et ce pour la quatrième année consécutive, les autorités brésiliennes ont atteint les objectifs fiscaux négociés avec le FMI, ce que peu de pays ont été en mesure d'accomplir.

⁹ *IMF Approves US\$ 30.4 Billions Stand-By Credit for Brazil*, IMF Press release no 02/40, September 6, 2002.

⁷ Latin American Weekly Report, 13 août 2002, WR-02-32.

auquel est confronté le pays à l'heure actuelle; on craint aussi un dérapage du nouveau gouvernement qui risque de décevoir rapidement ses électeurs, eux qui ont placé tous leurs espoirs dans l'élection du chef du P.T., depuis toujours identifié à l'amélioration des conditions de vie au pays.

Malgré le prêt record, les investisseurs privés étaient toujours inquiets et les risques d'une nouvelle attaque spéculative dirigée vers le *real* brésilien sont demeurés élevés lors du dernier trimestre de l'année qui vient de s'achever. Les observateurs extérieurs craignaient qu'une fuite de capitaux, des marchés financiers nerveux à l'égard du Brésil et une nouvelle chute de la devise nationale obligent le pays à déclarer un moratoire sur le service de sa dette, reproduisant ainsi la trajectoire que l'Argentine a dû suivre malgré elle depuis 1999. Toutefois, et comme à leur habitude, les autorités brésiliennes et les analystes locaux considéraient que ces craintes étaient exagérées et que le service de la dette externe ainsi que son rééchelonnement pouvaient être facilement assumés dans un tel contexte, les réserves du pays lui permettant d'honorer facilement l'ensemble de ses obligations à l'égard des créanciers externes. Leur appel au calme a heureusement porté fruits.

Le gouvernement Lula contraint à la continuité

Parmi l'ensemble des scénarios prévus au cours des derniers mois, c'est finalement celui de la continuité qui semble le plus probable et ce, même si beaucoup voient dans l'élection du nouveau président un rejet massif des politiques néo-libérales des années 90 qui ont mené à la privatisation des entreprises publiques, à la libéralisation des marchés et à la déréglementation de l'économie. Certains croient même que le Brésil de Lula prendra les commandes du combat contre la mondialisation et fera reculer les marchés partout en Amérique latine pour redonner à l'État son rôle historique d'acteur du développement. Et les dilemmes auxquels sera confronté le nouveau président y sont étroitement associés. Comment répondre aux attentes des dizaines de millions d'électeurs qui ont placé leurs espoirs dans ce candidat alors que l'importante vulnérabilité du pays réduit fortement la marge de manœuvre des élus?

Les fonctionnaires de l'État et les travailleurs de l'industrie manufacturière, les deux principales sources du vote P.T. au pays, veulent une hausse des salaires pour contenir les effets de l'inflation sur leur pouvoir d'achat. Le Mouvement des sans-terre (MST), l'organisation qui regroupe les travailleurs ruraux exigeant depuis longtemps une véritable réforme agraire, attend la récompense qu'on lui a promis s'il se tenait bien à l'écart des débats pendant la campagne électorale, soit une distribution de la propriété terrienne dans une société marquée par la concentration et l'exclusion. Enfin, les couches les plus pauvres de la société brésilienne s'attendent à une augmentation du salaire minimum, un des principaux éléments du programme électoral du nouveau Président¹⁰.

D'un côté, une forte vulnérabilité du pays à l'égard des investisseurs étrangers, et de l'autre, une société qui place ses espoirs dans l'élection d'un président qui est, pour la grande majorité des Brésiliens, porteur de changements profonds, mais en réalité contraint par un système politique caractérisé par une forte inertie. À ces deux problèmes s'en ajoute un troisième peut-être encore plus lourd. Le nouveau président et son parti n'ont aucune expérience en ce qui concerne l'administration d'un État aussi complexe que celui du Brésil. Le P.T. doit s'entourer rapidement de conseillers politiques fiables qui maîtrisent bien le dédale administratif de Brasilia car beaucoup de décisions très importantes devront être prises au cours des premiers mois d'existence du nouveau gouvernement. Le dossier du libre-échange continental est d'importance première pour le Brésil qui doit éviter les pertes que l'on associe là-bas au projet commercial proposé par Washington. Les négociations avec le F.M.I. sont aussi à l'ordre du jour et, cette fois-ci le pays doit absolument diminuer sa vulnérabilité pour reconstruire la marge de manœuvre dont il a besoin pour répondre le mieux et le plus rapidement possible aux attentes que son élection a générées. Enfin, les crises auxquelles sont confrontés les pays voisins, crise financière en Argentine, militaire en Colombie et politique au Venezuela, placent les autorités brésiliennes dans une situation difficile où doivent être gérés les risques de contagion et de débordement.

Dans un tel contexte, le nouveau gouvernement ne pourra éviter la voie de la continuité. Malgré les attentes des milieux plus radicaux au Brésil et les analyses provenant de certains observateurs qui voyaient là le creuset dans lequel allait naître un nouveau Chavez ou un Castro formule améliorée, le nouveau Président brésilien ne pourra véritablement quitter la voie tracée par son successeur et ce, pour deux raisons.

D'une part, l'équipe qui vient de prendre le pouvoir est parfaitement consciente de la forte dépendance du pays envers le système financier international. Le Brésil est très endetté, sa marge de manœuvre est réduite et la crise profonde dans laquelle est placée l'Argentine depuis plusieurs années déjà donne aux Brésiliens l'occasion de bien mesurer les effets dévastateurs d'une crise financière sur une économie en développement. Les décisions prises à Brasilia seront toujours fortement influencées par cette dépendance envers les marchés financiers internationaux et les risques de contagion provenant du pays voisin.

D'autre part, le nouveau Président arrive au pouvoir à la tête d'un parti politique qui, tout en étant le plus important en terme de sièges au Sénat et à la Chambre des représentants, n'en est pas moins clairement minoritaire dans les deux chambres avec environ 20 % des sièges¹¹. Comme le parti du Président sortant a été contraint de le faire pendant les huit années de ses deux mandats, le P.T. devra obligatoirement construire une vaste coalition politique qui regroupera inévitablement des formations partisans associées aux milieux conservateurs de la société brésilienne. On doit s'attendre à ce que le nouveau Président consacre l'essentiel de ses énergies à maintenir

¹⁰ Maxwell, Kenneth, "Brazil: Lula's Prospect" The New York Review of Book, December 5, 2002.

¹¹ Estado de Sao Paulo, 1 de fevereiro de 2003.

une coalition instable qui exercera une contrainte constante sur ses choix politiques.

Pour des raisons d'ordre économique sur le plan externe et d'ordre politique sur le plan interne, tout porte à croire que le prochain gouvernement du Brésil sera contraint de suivre la voie tracée par ses prédécesseurs, soit la poursuite de l'ouverture lente et contrôlée de l'économie brésilienne coexistant avec un interventionnisme sélectif visant à développer et renforcer le secteur privé national. C'est cette voie qui est suivie par le Brésil depuis le début des années 90. La complexité de son économie et de sa société rend improbable tout changement de cap qui remettrait en question un programme de développement qui a jusqu'à maintenant offert une certaine résistance aux chocs externes en protégeant le pays des crises financières tout en limitant la hausse des niveaux de pauvreté, ce que très peu de pays en développement peuvent revendiquer à l'heure de la mondialisation.